

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE

2527^e SÉANCE : 2 AVRIL 1984

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2527)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
Lettre, en date du 29 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16449)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2527^e SÉANCE

Tenue à New York le lundi 2 avril 1984, à 15 h 30.

Président : M. Vladimir Alekseyevich KRAVETS.

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Haute-Volta, Inde, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2527)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 29 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16449).

La séance est ouverte à 16 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre, en date du 29 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16449)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Conformément à la décision prise à la 2525^e séance, j'invite les représentants du Guyana et du Honduras à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Sinclair (Guyana) et M. Flores Bermúdez (Honduras) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de Cuba, du Mexique, de la République arabe syrienne et de la Tchécoslovaquie des lettres par lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit

de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Roa Kourí (Cuba), M. Mari Bosch (Mexique), M. El-Fattal (République arabe syrienne) et M. Kovačič (Tchécoslovaquie), occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

3. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Le Conseil de sécurité va maintenant reprendre l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

4. M. LOUET (France) : Permettez-moi de vous adresser tout d'abord, Monsieur le Président, mes sincères félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence pour le mois d'avril. Vous pouvez être assuré de l'amicale coopération de la délégation française dans l'exercice de vos fonctions. Pouvez-vous également transmettre à votre prédécesseur, le représentant du Pérou, nos remerciements pour la façon remarquable dont il s'est acquitté de sa tâche au cours du mois précédent ?

5. La France tient à exprimer sa vive émotion devant l'aggravation et la multiplication des actions armées au Nicaragua. Ainsi, selon ce que nous avons entendu lors de la précédente séance, huit bateaux ont été endommagés, voire détruits, par des mines dans les ports nicaraguayens.

6. De graves menaces pèsent non seulement sur la vie économique du pays, qui pourrait être progressivement paralysée par asphyxie, mais sur la vie même de ses habitants. En effet, par crainte de répétition de ces accidents tragiques, des cargaisons entières sont détournées de leur destination. Elles ne pourront être acheminées, si les moyens de transport avec les pays voisins le permettent, qu'avec beaucoup de retard et à grands frais. Parmi elles, des céréales et autres produits de première nécessité, des envois d'aide humanitaire, provenant parfois d'Europe et de France, des médicaments indispensables à la protection sanitaire d'une population déjà affectée par la malnutrition et le sous-développement, et les catastrophes naturelles.

7. Aussi, la France condamne-t-elle résolument cette escalade dans la violence, ce type d'action nouvelle qui,

entravant le libre accès des installations portuaires d'un pays souverain, conduit à une forme de blocus déguisé, foncièrement contraire aux grands principes du droit international.

8. Déjà, dans sa résolution 530 (1983), le Conseil de sécurité avait affirmé le droit du Nicaragua et de tous les autres pays de la région de vivre dans la paix et la sécurité, à l'abri de toute ingérence extérieure, apportant également son soutien aux actions entreprises par le groupe de Contadora. Cette position a été confirmée le 11 novembre 1983 par l'Assemblée générale lorsque, en adoptant la résolution 3810, l'ensemble des pays de la communauté internationale se sont engagés à encourager la recherche d'une évolution pacifique en Amérique centrale.

9. Or que constatons-nous ces derniers temps ? Une augmentation de la présence militaire étrangère, la poursuite de la course aux armements, l'escalade des entreprises de déstabilisation. Cette montée des tensions, avec les risques accrus qu'elle comporte d'une extension irréversible des conflits dans cette région, préoccupe profondément mon pays.

10. Par ailleurs, chacun sait que le Nicaragua a fait récemment un certain nombre de gestes positifs pour tenir compte des inquiétudes de ceux qui veulent, à juste titre, un règlement d'ensemble apportant une solution aux différents aspects de la crise centraméricaine.

11. La France salue également les efforts des quatre pays du groupe de Contadora qui s'emploient à faciliter la recherche d'une solution satisfaisante pour l'ensemble des pays de la région, en établissant les bases d'un règlement régional durable fondé sur les principes de la non-ingérence et du respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des Etats.

12. C'est l'enchaînement de la violence dans les pays de la zone, au Nicaragua, mais aussi en El Salvador, qu'il faut rompre. Les pays d'Amérique centrale doivent retrouver la possibilité de résoudre eux-mêmes leurs problèmes. Ils ont le droit d'exiger le respect de leur indépendance et la paix et la sécurité pour leurs populations. Dans cette perspective, la poursuite du processus de Contadora doit maintenant viser à ce que les principes se transforment en mesures concrètes. Elle implique un arrêt des démonstrations de force, la fin de la violence et la non-ingérence des pays extérieurs à la région dans les affaires intérieures des Etats d'Amérique centrale.

13. Seule la désescalade militaire permettra d'atteindre, dans la paix retrouvée, les objectifs prioritaires de démocratie et de développement que les Etats de la région, de même que la France et la communauté internationale tout entière, appellent ardemment de leurs vœux.

14. M. KRISHNAN (Inde) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je voudrais commencer en vous félicitant, vous, un éminent représentant d'un Etat Membre ami, à l'occasion de votre accession aux hautes fonctions de Président du Conseil pour le mois qui vient juste de commencer. Votre mandat de Président a commencé sur une triste note au moment où le Conseil est une fois de plus saisi que la question relative à la situation troublée en Amérique centrale à la suite d'une plainte du Nicaragua. Ayant eu le privilège de travailler avec vous en d'autres occasions, je suis certain que vous userez de votre talent et de votre grande compétence diplomatiques ainsi que de vos éminentes qualités personnelles dans l'accomplissement de vos responsabilités actuelles.

15. Nous rendons hommage à votre prédécesseur, Monsieur le Président, pour la manière admirable dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier. M. Arias Stella a assumé la présidence pendant une période très difficile et délicate, au cours de laquelle le Conseil s'est trouvé en présence de diverses situations graves et complexes. Néanmoins, il a dirigé nos travaux avec sa diligence et sa compétence habituelles. Nous lui sommes redevables de sa patience et de sa sagesse.

16. Près d'une année s'est écoulée depuis que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 530 (1983) sur la question dont nous sommes à nouveau saisis aujourd'hui. Par cette résolution, l'Assemblée réaffirmait, entre autres, le droit du Nicaragua et de tous les pays de la région de vivre dans la paix et dans la sécurité, à l'abri de toute ingérence extérieure; elle félicitait le Groupe de Contadora de ses efforts en lui demandant de les poursuivre et elle priait instamment les Etats intéressés de coopérer pleinement avec le Groupe de Contadora, dans le cadre d'un dialogue franc et constructif, afin de résoudre leurs différences. Malheureusement, en dépit des efforts résolus des pays du Groupe de Contadora, la paix et la stabilité en Amérique centrale demeurent un rêve lointain. Le Nicaragua, dont la plainte avait motivé l'adoption, par le Conseil de sécurité, de la résolution 530 (1983), se sent une fois de plus forcé de demander protection au Conseil.

17. En novembre dernier, l'Assemblée générale a pris ce que plusieurs d'entre nous avons jugé comme étant l'une des décisions les plus importantes de la trente-huitième session, lorsqu'elle a adopté par consensus la résolution 38/10 sur "La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix". Cette résolution était le résultat de nombreuses heures, en fait de nombreux jours, de négociations laborieuses entre les membres du Groupe de Contadora et les pays directement concernés. Par cette résolution, l'Assemblée réaffirmait, sans équivoque, le droit qu'ont tous les pays de la région de vivre en paix et de décider de leur propre avenir, sans aucune ingérence ni intervention étrangère; elle affirmait que le respect de la souveraineté et de

l'indépendance de tous les Etats de la région est essentiel pour assurer la sécurité et la coexistence pacifique des Etats d'Amérique centrale, et elle exprimait son appui aux efforts du Groupe de Contadora.

18. Nous espérons que cette résolution claire et nette adoptée sans vote par l'Assemblée générale annoncerait l'approche de solutions pacifiques et négociées aux problèmes de la région. Plus important encore, nous espérons que le recours au militarisme et à des solutions basées sur la force prendrait fin. Le fait même qu'au sujet d'une question aussi difficile à résoudre il ait été possible de persuader les parties directement intéressées d'accepter un consensus avait grandement encouragé la communauté internationale à espérer une amélioration de la situation sur le terrain.

19. Il est regrettable qu'il n'en est pas été ainsi et que d'une manière générale les choses soient allées de mal en pis. Que le Nicaragua se soit senti obligé d'avoir recours une fois de plus au Conseil témoigne du fait que, loin d'avoir diminué, ses appréhensions ne se sont pas dissipées et sont devenues plus intenses et plus pressantes. M. Chamorro Mora du Nicaragua, dans l'exposé détaillé qu'il a fait vendredi au Conseil [2525^e séance], nous a présenté toute une série d'actes d'agression, de subversion et d'autres formes de provocation dirigés contre son pays.

20. Le Nicaragua s'est également plaint d'un nouveau genre de provocation, ces temps derniers, qui consiste à miner ses ports tout en attaquant les navires qui s'y trouvent. De tels actes, outre qu'ils troublent l'économie nicaraguayenne, ne peuvent que mettre gravement en danger la navigation internationale, qui a d'ailleurs été déjà très touchée. L'inquiétude du Nicaragua est profonde et légitime et elle trouve un écho dans les cœurs du Gouvernement et du peuple de l'Inde qui ont pour le Gouvernement et le peuple nicaraguayens des sentiments fraternels.

21. A plus d'une reprise, par le passé, j'ai fait état au Conseil de la position du Mouvement des pays non alignés au sujet de la situation en Amérique centrale. Point n'est donc besoin de répéter ce qui a été dit à ce propos à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi, il y a un an. Il me semble toutefois pertinent d'attirer l'attention du Conseil sur le texte du dernier communiqué adopté à ce sujet par le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, qui s'est réuni en session d'urgence à New York, le 15 mars [S/16422, annexe]. Qu'il me soit permis d'en citer les extraits suivants :

"Conscient de la nécessité impérieuse de réduire la tension dans la région en vue de faciliter le dialogue, le Bureau de coordination s'est de nouveau félicité des efforts constructifs entrepris par le Groupe de Conta-

dora en vue de trouver une solution politique aux problèmes de la région et a prié instamment les membres du Groupe de poursuivre leur effort de paix. Dans ce contexte, le Bureau a pris note avec intérêt des progrès enregistrés quant à la tenue d'élections dans divers pays de la région et a souligné qu'il importait de recourir à des procédés démocratiques en vue de susciter tant la réconciliation nationale dans les divers pays que la détente dans la région. Le Bureau a accueilli avec satisfaction le fait que les pays de la région étaient convenus de prendre des mesures propres à assurer une participation populaire effective au processus de prise de décision en tenant compte des principes démocratiques, du développement économique et de la justice sociale.

"...

"Le Bureau a lancé un appel en faveur de l'arrêt immédiat de toutes les manœuvres et activités militaires étrangères sur les territoires des pays d'Amérique centrale ou au large de ses côtes, de toute mise en place de bases militaires étrangères et de toutes les menaces, attaques et actes d'agression dirigés contre le Nicaragua...

"Le Bureau de Coordination a exprimé sa profonde préoccupation devant la nouvelle intensification de ces activités et a condamné le minage des ports maritimes du Nicaragua qui a été signalé, lequel a occasionné des pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables et compromet la navigation internationale. Le Bureau a manifesté sa ferme opposition à toute mesure visant à imposer un blocus à un Etat de la région.

"...

"Le Bureau de coordination s'est félicité du ferme attachement du Nicaragua à la paix, dont témoignent les initiatives les plus récentes de ce pays, et a de nouveau proclamé sa solidarité avec le Gouvernement de reconstruction nationale et le peuple du Nicaragua dans la lutte qu'ils mènent pour protéger leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur droit à l'indépendance."

22. Depuis que la région de l'Amérique centrale est devenue un autre foyer de tension internationale, le Gouvernement de l'Inde, à l'instar de la majorité de la communauté internationale, a mis en garde contre le recours aux moyens militaires dans la recherche de solutions aux problèmes régionaux. Nous n'avons jamais cessé de préconiser le dialogue et la négociation comme moyen pacifique de réduire les tensions et d'instaurer la stabilité dans la région. C'est un enseignement bien connu de l'histoire, notamment de celle tragique de cette région infortunée et troublée, que la paix et le progrès ne peuvent être édifiés que sur la base de l'acceptation du pluralisme politique et

socio-économique, du respect scrupuleux des principes de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et de la compréhension des problèmes typiques et profondément enracinés de cette région. Ils ne peuvent reposer sur l'exclusion d'un Etat ou d'un autre des principaux courants de développement régional, sous un prétexte ou sous un autre; ils ne peuvent non plus reposer sur la force des pressions, des menaces et des flatteries.

23. Dans ce contexte, le monde a vu avec beaucoup d'espoir et d'attente les efforts des pays membres du Groupe de Contadora dont le but était de trouver une solution politique d'ensemble grâce au dialogue avec toutes les parties concernées. La démarche de Contadora a reçu la bénédiction et l'appui de l'Organisation des Nations Unies et du Mouvement des pays non alignés. L'adoption, en septembre 1983, du Document exposant les objectifs visés [S/16041, annexe] a marqué un jalon important sur cette voie. Le Nicaragua a fait preuve à tout moment d'une attitude positive et a fait des propositions importantes, de son côté, afin d'amener la paix et la réconciliation. Il est regrettable, toutefois, que les efforts du Groupe de Contadora aient été dernièrement affectés par un fléchissement de la volonté et les attermoissements de certains pays. L'ingérence extérieure a continué sans relâche et tout semble indiquer qu'elle s'est même intensifiée. De telles attitudes et de telles actions ne peuvent que compromettre les efforts du Groupe de Contadora et rendre une solution politique encore plus difficile.

24. Pour conclure, je redirai qu'à notre avis, il serait naïf de croire que les problèmes de l'Amérique centrale, qui sont endémiques et profondément enracinés dans l'histoire, peuvent être résolus par la menace ou l'emploi de la force ou par l'intervention et l'ingérence dans les affaires intérieures d'Etats souverains et indépendants. Le recours à de tels moyens, outre qu'il représente une violation du droit des pays à la souveraineté et au libre choix de leur mode de vie, ne peut qu'exacerber les tensions, étendre le conflit et aboutir à une conflagration désastreuse que personne ne souhaite. Nous pensons qu'il est impérieux que ces moyens soient immédiatement abandonnés et que l'on donne au dialogue une chance réelle.

25. M. BASSOLÉ (Haute-Volta): Monsieur le Président, à peine votre mandat commencé, que vous voilà confronté aux dures réalités d'un Conseil de sécurité qui cent fois sur le métier se remet pour défendre et sauvegarder la paix et la sécurité internationales. Il me plaît, en cette occasion solennelle, de vous dire combien ma délégation est heureuse et confiante de voir un éminent fils de la République socialiste soviétique d'Ukraine assumer les lourdes responsabilités qu'imposent les fonctions de Président du Conseil à un moment aussi crucial. Votre compétence, votre sens aigu de l'objectivité et le sérieux dont vous avez toujours fait montre au sein du Conseil assurent

à nos présentes assises et à toutes celles qui pourraient avoir lieu pendant votre mandat tout le succès que le monde entier attend de nous, concernant sa paix et sa sécurité.

26. Je voudrais également dire au représentant du Pérou toute la reconnaissance que ma délégation lui témoigne pour la manière admirablement compétente dont il a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois de mars.

27. Le Conseil a écouté, avec autant d'intérêt que de préoccupation, les déclarations des représentants du Nicaragua et des Etats-Unis d'Amérique. Je dis avec préoccupation, car le Conseil, en répondant favorablement à la requête du Nicaragua, peut sembler sacrifier à un rite, mais à y regarder de bien près, il n'en est rien du tout, et le fait que ce pays, qui n'en peut plus, ait choisi de s'en remettre au Conseil, témoigne de l'importance sans cesse grandissante de la tension dans la région.

28. C'est sur le "pourquoi" profond de cette tension que ma délégation souhaite s'interroger, car de ce "pourquoi" dépend la solution que le Conseil peut être amené à adopter en vue de prévenir le pire. Notre analyse, à ce propos, reste absolument conforme à celle faite par les chefs d'Etat ou de gouvernement, au cours de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi il y a seulement un an. Dans leur analyse de la situation en Amérique centrale, dans les Caraïbes et dans l'Atlantique sud, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont en effet constaté que l'Amérique centrale traversait une crise politique, sociale et économique due essentiellement aux structures traditionnelles d'un pouvoir répressif et aux structures économiques nationales qui engendrent la pauvreté, l'inégalité et les souffrances et qui sont aggravées par les interventions et les ingérences que les pays de la région ont dû subir depuis le siècle dernier.

29. Cette analyse fait l'unanimité de la communauté internationale, moins un de ses membres, et non des moindres, les Etats-Unis d'Amérique, dont le Président a dernièrement encore exprimé son point de vue selon lequel, d'après le *New York Times* du 20 mars 1984, le problème de l'Amérique centrale se réduit "purement et simplement à une tentative de la part de Cuba et de l'Union soviétique d'affirmer leur puissance".*

30. Il est consternant et plus qu'inquiétant de voir qu'à un niveau aussi élevé, une analyse aussi subjective puisse être faite d'une situation aussi dangereuse pour la paix et la sécurité internationales. Cela est d'autant plus inquiétant et consternant qu'elle semble avoir été la réponse donnée au Président François Mitterrand qui, parlant avec

* Cité en anglais par l'orateur.

courage et objectivité des révolutions dans le tiers monde, a dit — toujours selon le *New York Times* du 22 mars :

“Leurs racines s'enfoncent profondément dans le legs du passé. Ainsi, les peuples d'Amérique centrale ont une longue histoire marquée par l'oppression militaire, l'inégalité sociale et la confiscation des ressources économiques, et du pouvoir politique par un petit nombre. Aujourd'hui, chacun d'eux doit pouvoir trouver sa propre voie en vue d'une plus grande justice, d'une plus grande démocratie et d'une plus grande indépendance, et doit ouvrir le faire sans ingérence.”*

Ces vérités ne pouvaient mieux éclater et fuser que de la bouche d'un allié honnête et franc des Etats-Unis.

31. Il est donc bien clair que les raisons véritables des problèmes qui se posent ici et là en Amérique centrale sont connues de tous, y compris du Gouvernement Reagan qui s'obstine, pour des raisons inavouables, tout aussi connues de tous, à leur en substituer d'autres afin de justifier sa haine du régime sandiniste révolutionnaire.

32. Non, les changements intervenus en Amérique centrale ne peuvent, comme ce gouvernement tente de le faire croire, être le produit d'un affrontement idéologique Est-Ouest.

33. Certes, il serait utopique de vouloir examiner la situation de crise qui prévaut dans la région sans tenir compte de l'évolution défavorable dans le contexte mondial, caractérisé par l'affrontement entre grandes puissances. Mais il serait tout aussi utopique et naïf de refuser d'admettre ou de comprendre que cette crise a été aggravée par le renforcement de l'ingérence impérialiste dans les affaires intérieures des pays de la région.

34. En multipliant les menées subversives et les agressions de toute nature en vue de déstabiliser le régime sandiniste révolutionnaire et de le remplacer par un régime à leur goût et à leur dévotion, les ennemis du peuple nicaraguayen font la preuve on ne peut plus éclatante que cette révolution est bien populaire et démocratique et qu'elle les gêne parce que, puisant ses racines dans le peuple profond, elle a mis une fin brutale au banquet des rapaces.

35. L'accroissement de la présence militaire américaine aux frontières du Nicaragua a de quoi inquiéter; elle se chiffre, d'après les informations que le représentant de ce pays a communiquées au Conseil, à plus de 2 800 hommes. Elle inquiète d'autant plus que, dans 15 camps contre-révolutionnaires, l'on compte aujourd'hui plus de 4 000 contre-révolutionnaires qui ont juré la perte du régime en place à Managua.

36. On dit que parler et parler de l'hostilité que le Gouvernement des Etats-Unis manifeste à l'endroit du Gouvernement du Nicaragua est une obsession. Mais, croyant en la vertu de la parole, notre conviction profonde est qu'il faut, au Conseil, parler pour ce que la vertu incantatoire de la parole peut empêcher le mauvais sort de s'abattre sur le Nicaragua et la région.

37. Au cours de la septième Conférence au sommet des pays non alignés, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont aussi parlé. Ils ont parlé pour prier les Gouvernements des Etats-Unis et du Honduras d'adopter une attitude constructive, en faveur de la paix et du dialogue, conformément au principe du droit international. Ce disant, ils ont sans équivoque considéré comme positive l'attitude du Nicaragua en la matière. L'on ne peut, en conséquence, que s'étonner de l'aisance avec laquelle certains tentent de faire coiffer à cet Etat le “chapeau” de déstabilisateur des gouvernements des Etats voisins, notamment El Salvador, le Honduras et le Costa Rica.

38. Le Conseil saura, nous en sommes convaincus, faire la part de la vérité et du sérieux qu'il y a dans de telles allégations. Pour notre part, elles tiennent, ni plus ni moins, de la volonté de leur auteur de “diviser pour mieux régner”. Car la révolution sandiniste, qui bénéficie aujourd'hui d'un appui populaire et quasi unanime à l'intérieur du Nicaragua et de l'appui sans équivoque des peuples épris de paix, de liberté et de justice, des peuples en lutte contre l'oppression, la misère et la domination coloniale, est l'œuvre de patriotes nicaraguayens. Nombre de ces combattants ont payé de leur vie pour avoir osé se poser en défenseurs intrépides de la dignité de l'homme. Aucun peuple ne peut importer ou se voir imposer une révolution digne de ce nom.

39. Le Conseil de sécurité doit agir avec fermeté s'il veut éviter que d'autres combattants de la liberté ne tombent encore et s'il veut prévenir d'autres invasions du genre de celle dont la Grenade a été victime. Plus que jamais, le Groupe de Contadora doit intensifier ses initiatives de paix dans la région.

40. Nous disons cela parce que les réactions nées de la rancœur sont toujours imprévisibles et incontrôlables. Je veux parler de cette rancœur qui grandit dans le cœur du gouvernement Reagan, et qui est née du fait que le Nicaragua vit, que son peuple se sent heureux et se plaît dans le système politique, économique et social qu'il s'est librement choisi. Ce système, certes, n'a rien de commun avec celui que certains auraient voulu et cherchent encore et sans relâche à imposer. Mais le régime contre lequel le Gouvernement Reagan mène une lutte sans pitié ni merci pouvait-il agir autrement, au mépris total des aspirations profondes de son peuple, aspiration à la liberté, aspiration à la souveraineté nationale, aspiration à la démocratie ? La réponse, vous la connaissez.

* Cité en anglais par l'orateur.

41. Dire de ce régime qu'il n'est pas respectueux de ces engagements, n'est-ce pas là une autre façon de travestir la réalité? Cette réalité, que l'on peut difficilement masquer, est qu'aujourd'hui le Front sandiniste de libération nationale refuse avec courage et détermination de chausser les souliers du dictateur Somoza, que les Etats-Unis semblent reconnaître comme tel mais qu'ils n'ont jamais combattu au nom des mêmes principes et droits qu'ils prétendent défendre aujourd'hui au Nicaragua.

42. Le Nicaragua a toujours fait preuve de bonne volonté dans la recherche de solutions politiques et négociées aux problèmes de l'Amérique centrale. Ses efforts à cette fin ont bien souvent été couverts de ridicule par ceux qui, en leur for intérieur, souhaitent qu'il en soit autrement pour justifier les actions déstabilisatrices menées contre le régime sandiniste. La décision prise par le Conseil militaire au pouvoir au Nicaragua d'organiser des élections libres et démocratiques en novembre 1984 constitue pour nous une preuve irréfutable de la détermination des autorités de ce pays à respecter scrupuleusement leurs engagements.

43. Ma délégation est tout à fait convaincue que l'éminent Britannique John Stuart Mill avait vu juste, lui qui "croyait que la recherche de la liberté d'un peuple est un mouvement irrésistible, qui peut être étouffé une fois, deux fois, maintes fois, mais jamais définitivement". Mais elle doute fort que cette liberté dont parle John Stuart Mill soit celle à laquelle la représentante des Etats-Unis pensait, qui le cite dans sa déclaration du 23 mars 1983 [2420^e séance].

44. Ma délégation est également d'avis que le droit à la répression n'est ni un droit de l'homme ni un droit politique, pas plus que ne le sont le droit à l'oppression, le droit au racisme, le droit à l'*apartheid*, le droit à l'expansionnisme. Dans l'un et l'autre des cas, nous sommes même prêts à œuvrer en coopération étroite avec tous ceux qui partagent avec nous cet avis, pour que ces droits ne soient accordés par le Conseil, ou tout autre Membre de l'Organisation des Nations Unies, à quelque gouvernement que ce soit. Il est certain que nous ferions œuvre utile si nous agissions de la sorte et tous ensemble.

45. En vérité, ce n'est pas de querelles de clocher que le monde qui a faim, le monde qui a soif d'eau, mais aussi de liberté et de justice, a besoin. Le tiers monde souffre de maux divers graves, dont les solutions tiennent à la seule volonté politique de ceux qui dominent déjà, et que la soif inextinguible de domination pousse à une certaine myopie intellectuelle et politique.

46. Ce disant, il me vient à l'esprit cette réflexion faite par M. Clausen le 27 septembre 1983, devant les Conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international :

"Lorsqu'ils se penchent sur les questions de sécurité dans le monde, les gouvernements des pays, aussi bien développés qu'en développement, feraient bien de se demander si chaque million de dollars supplémentaire de dépenses militaires assure à long terme le même degré de sécurité qu'un million de dollars supplémentaire investi dans le développement économique du tiers monde."

A ce stade des situations qui prévalent de par le monde, notamment en Amérique latine, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique, c'est une question que le Conseil doit poser à ces grandes puissances qui ont la tentation déconcertante de réduire de manière trop simple et simplifiée tous les problèmes à une lutte d'influence idéologique.

47. Si le Conseil, tout le Conseil, reconnaissait à tout Etat le droit de choisir librement son propre système politique, social et économique, la réponse à une telle question serait facile à trouver. Il n'en est malheureusement pas ainsi et c'est ce qui lui vaut d'autre aussi souvent réuni, au risque de s'installer dans de simples habitudes.

48. Ma délégation lance un appel au Conseil pour qu'il condamne, et les actes d'agression et d'intimidation nouveaux et toujours plus nombreux dont le Nicaragua fait l'objet, et le blocus que l'on tente de lui imposer à travers le minage de ses ports. Elle lance un appel à tous les Etats intéressés pour que cette guerre non déclarée qui est imposée au Nicaragua cesse et cède le pas à la recherche de solutions politiques négociées aux problèmes de la région.

49. M. MASHINGAIDZE (Zimbabwe) [*interprétation de l'anglais*] : Puisque c'est la première fois que le Zimbabwe prend la parole depuis la triste nouvelle de la mort prématurée du Président de la République populaire révolutionnaire de Guinée, permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, d'exprimer les sincères condoléances de ma délégation à la délégation sœur de la Guinée à l'occasion du décès de leur grand dirigeant bien-aimé. Tant le Président que le Premier Ministre de mon pays, M. Banana et M. Mugabe, ont déjà exprimé les profonds regrets du Gouvernement et du peuple du Zimbabwe au Gouvernement et au peuple de Guinée. Le défunt Président Ahmed Sékou Touré était un véritable champion de l'indépendance, de la liberté et de l'unité africaines. Il était aussi un partisan inflexible du non-alignement. Sa mort prématurée est une terrible perte pour les peuples de l'Afrique indépendante et pour tout le mouvement non aligné.

50. Ensuite, Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter très chaleureusement à l'occasion de votre accession à la présidence pour le mois d'avril. Malheureusement, votre présidence ne promet pas d'être paisible. Sous votre conduite, le Conseil se trouvera très occupé.

Cependant, nous savons que votre vaste expérience et votre grande habileté diplomatiques sont la meilleure garantie que, sous votre conduite, le Conseil saura s'acquitter de ses lourdes responsabilités. J'aimerais par ailleurs dire combien ma délégation se félicite de la façon exemplaire dont le Président sortant, M. Arias Stella, du Pérou, a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois de mars. Il a su faire profiter le Conseil de sa sagesse et de ses excellentes qualités de direction et de diplomatie.

51. Une fois de plus en l'espace de quelques semaines, l'attention du Conseil est appelée d'urgence sur la détérioration dangereuse de la situation en Amérique centrale, laquelle menace de dégénérer en une conflagration dans cette région. Ma délégation a déjà mis en garde ce Conseil, l'avertissant que si cette situation critique n'est pas immédiatement enrayée, elle risque d'avoir des conséquences incalculables pour la stabilité régionale et pour la paix et la sécurité internationales.

52. Nous constatons avec beaucoup d'inquiétude que depuis l'évaluation de la situation en Amérique centrale faite par le représentant du Nicaragua il y a quelque trois semaines, la situation est progressivement devenue plus critique et plus dangereuse. Les activités des contre-révolutionnaires dirigées contre la population civile et contre l'infrastructure économique du Nicaragua se sont multipliées, portant gravement atteinte à la paix et à la stabilité de ce pays. Il devient clair que le but ultime de ces bandes — qui est aussi celui de leurs maîtres qui, de l'extérieur, leur fournissent une aide matérielle, financière et militaire — est le renversement du Gouvernement légitime du Nicaragua par les moyens militaires. Ainsi, dernièrement, non seulement ils ont intensifié leurs attaques contre le Gouvernement sandiniste, mais ils ont également adopté des méthodes toujours plus hideuses, menaçant l'intégrité territoriale du Nicaragua, son indépendance et sa souveraineté politiques. Parmi celles-ci, il faut citer le minage des eaux territoriales de ce pays, la menace d'un blocus naval et l'organisation de raids aériens sur des objectifs tant militaires qu'économiques.

53. Nous nous devons d'observer avec beaucoup d'inquiétude que certaines des méthodes d'agression introduites récemment ont non seulement entraîné de lourdes pertes parmi la population civile et causé un déséquilibre accru de l'économie du Nicaragua, mais ont sérieusement mis en danger la navigation internationale dans toute la région. Comme les membres du Conseil le savent, des incidents entraînent des perturbations dans le trafic maritime ont déjà été signalés et certains même ont fait des blessés parmi les marins innocents, du Nicaragua et d'autres pays.

54. Le Conseil, qui a la responsabilité première de maintenir la paix et la sécurité internationales, doit exprimer la grave préoccupation qu'il éprouve face à la détériora-

tion de la situation en Amérique centrale, situation qui constitue à présent une sérieuse menace pour la stabilité régionale. Il doit inviter les responsables des violations du droit international à renoncer à leurs activités nuisibles, à observer strictement les dispositions de la Charte des Nations Unies, qui exige que tous les membres de la communauté internationale s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'autres Etats. Il doit exiger des intéressés qu'ils respectent strictement le droit qu'a le Nicaragua d'épouser et de développer le système politique de son choix, sans aucune menace ni ingérence extérieure.

55. Nous louons une fois de plus les efforts que déploie le Groupe de Contadora pour trouver des solutions pacifiques aux problèmes de l'Amérique centrale. Nous notons également avec encouragement que, malgré les très graves menaces dirigées contre lui, le Nicaragua est toujours prêt à s'associer pleinement aux efforts de Contadora. Encore maintenant, nous sommes assurés que le Gouvernement sandiniste du Nicaragua est prêt à entamer un dialogue et des négociations. En cela, ainsi que dans leur volonté résolue de défendre et de développer un système socio-économique de leur choix souverain, le Gouvernement et le peuple nicaraguayens ont le droit d'exiger et d'attendre du Conseil son appui et son aide. Combien nous souhaiterions que ceux qui sont responsables de la tension régionale accrue répondent également au désir exprimé par le Nicaragua de rechercher une paix véritable dans cette région.

56. M. LIANG Yufan (Chine) [*interprétation du chinois*] : Qu'il me soit permis tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Je suis certain, étant donné votre riche expérience dans le domaine de la diplomatie, que vous saurez vous acquitter de cette mission importante avec le plus grand succès. Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer mon admiration et ma gratitude à votre prédécesseur, M. Javier Arias Stella, représentant du Pérou, pour les contributions remarquables qu'il a apportées au cours de sa présidence du Conseil de sécurité en mars.

57. La délégation chinoise a écouté attentivement les déclarations faites par M. Javier Chamorro Mora, représentant du Nicaragua, et les représentants d'autres pays. Je voudrais maintenant exposer brièvement notre point de vue sur la situation actuelle en Amérique centrale.

58. Depuis un certain temps, le Groupe de Contadora s'efforce sans relâche de parvenir à un règlement pacifique des différends existant entre les pays d'Amérique centrale, de s'opposer à l'ingérence extérieure et d'alléger la tension dans la région. La Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela ont, avec les cinq pays d'Amérique centrale,

engagé des négociations en plusieurs occasions, afin que la situation dans la région puisse évoluer dans un sens positif. Toutefois, l'indépendance et la souveraineté du Nicaragua et d'autres pays d'Amérique centrale ont fait l'objet de menace militaire continue de l'extérieur, ce qui rend impossible tout allègement de la tension en Amérique centrale. C'est là, naturellement, une cause de grande préoccupation pour la communauté internationale.

59. Le 15 mars 1984, le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés a adopté un communiqué sur la situation en Amérique centrale [S/16422, annexe] dans lequel il a lancé un appel en faveur de "l'arrêt immédiat de toutes les manœuvres et activités militaires étrangères sur les territoires des pays d'Amérique centrale ou au large de ses côtes, de toute mise en place de bases militaires étrangères, et de toutes les menaces, attaques et actes d'agression dirigés contre le Nicaragua". Le Bureau de coordination a également condamné "le minage des ports maritimes du Nicaragua, lequel a occasionné des pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables et compromet la navigation internationale". Ce communiqué témoigne de la préoccupation qu'éprouvent les pays du tiers monde en général devant la situation actuelle en Amérique centrale.

60. La délégation chinoise maintient qu'afin d'éliminer la tension en Amérique centrale, il est de la plus haute importance de mettre fin à toute ingérence et menace de l'extérieur et elle engage vivement les superpuissances à s'abstenir de faire de l'Amérique centrale le théâtre de leur rivalité et de faire étalage de leur puissance militaire ou de recourir à l'intimidation à cette fin. L'indépendance et la souveraineté du Nicaragua et d'autres pays d'Amérique centrale doivent être respectées, et les affaires des différents pays de la région doivent être laissées aux peuples respectifs de ces pays eux-mêmes.

61. Nous appuyons le Groupe de Contadora dans les efforts continus qu'il déploie pour parvenir à une solution pacifique et raisonnable de la question de l'Amérique centrale.

62. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : L'orateur suivant est le représentant du Guyana. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

63. M. SINCLAIR (Guyana) [*interprétation de l'anglais*] : Je suis particulièrement heureux, Monsieur le Président, de vous voir présider le Conseil de sécurité en ce mois d'avril. Vous mettez au service de vos hautes fonctions, outre votre talent bien connu, votre esprit méthodique, votre efficacité et votre maîtrise de l'art de la diplomatie, toutes qualités qui garantissent que, sous votre direction, le Conseil s'acquittera avec succès de ses responsabilités au cours de ce mois. Je tiens également à saisir cette occasion pour exprimer à votre prédécesseur

immédiat, M. Arias Stella, du Pérou, la reconnaissance de ma délégation pour la manière très compétente et efficace dont il a dirigé les travaux du Conseil en mars.

64. C'est la sixième fois au cours des deux dernières années que le Gouvernement nicaraguayen s'est trouvé amené à porter plainte devant le Conseil de sécurité pour l'agression commise contre lui. Chaque plainte successive a permis au Conseil de se rendre compte comment la situation en Amérique centrale, et en particulier en ce qui concerne le Nicaragua, s'est progressivement détériorée. Je n'ai pas besoin de récapituler les éléments de la situation, qui ont été exposés devant le Conseil par le représentant du Nicaragua. Quiconque lit le *New York Times* ou regarde la télévision à New York connaît très bien tous ces éléments. Mais il est incontestable que c'est là une situation qui doit préoccuper tous les Etats qui souhaitent véritablement voir régner à nouveau la paix et la sécurité en Amérique centrale.

65. Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que vos collègues du Conseil, de nous avoir permis de participer à ce débat. Si nous avons demandé à y participer, ce n'est pas pour nous engager dans une polémique ou pour nous livrer à des calomnies ou à des récriminations. Agir ainsi serait nuire à la cause de la paix dans la région et porter préjudice au peuple du Nicaragua, dont le courage et la patience sont si durement mis à l'épreuve quotidiennement. En tout cas, ne savons-nous pas tous qui est derrière toute cette activité militaire dirigée contre le Nicaragua ? Qui, parmi nous, aurait un doute quelconque quant à l'origine des millions qui alimentent l'activité contre-révolutionnaire dirigée contre le Gouvernement nicaraguayen, ou sur la provenance des armes qui sont utilisées contre le peuple nicaraguayen ? Au contraire, notre demande à participer au débat est motivée par l'inquiétude que nous éprouvons devant la tournure dangereuse que prennent les événements en Amérique centrale, notamment en ce qui concerne le Nicaragua.

66. En tant qu'Etat de la région, le Guyana est profondément peiné par l'hostilité et l'agression qui s'intensifient contre le peuple et le territoire du Nicaragua. Nous condamnons l'escalade de cette agression, qui tout récemment s'est encore manifestée dans le minage des grands ports du Nicaragua. Cet acte non seulement constitue une tentative de blocus du Nicaragua, mais il met inconsidérément en danger la navigation internationale. Nous sommes également alarmés devant le militarisme sans cesse croissant en Amérique centrale. La population de cette sous-région, qui cherchent depuis si longtemps à se débarrasser des chaînes de la pauvreté, du sous-développement et de l'ignorance, ne mérite pas ces excès, qui ne font que les mettre au bord d'un affrontement armé en règle qui aurait des répercussions non seulement pour l'Amérique centrale mais pour toute l'Amérique latine et toute la région des Caraïbes.

67. Ma délégation voudrait lancer à nouveau un appel solennel et demander que soit abandonnée cette course aux armements de plus en plus effrénée pour envisager des solutions pacifiques et négociées aux problèmes de l'Amérique centrale. Le processus de Contadora est l'expression du vœu des peuples d'Amérique centrale qui recherchent précisément ce genre de solutions. Dans le Document exposant les objectifs visés, qu'ils ont adopté en septembre 1983, les ministres des relations extérieures d'Amérique centrale ont rejeté des solutions militaires aux problèmes de la région. Les puissances extérieures doivent respecter ce vœu.

68. Les activités du Groupe de Contadora bénéficient d'un appui à l'échelle mondiale. Le Guyana, pour sa part, voudrait réaffirmer son appui à cet effort. Nous croyons que le processus de Contadora constitue une base pratique raisonnable qui devrait permettre d'arriver à des solutions négociées aux problèmes des Etats d'Amérique centrale dans leurs relations entre eux, solutions qui respecteraient l'indépendance des Etats intéressés et tiendraient également compte de leurs propres besoins et de leurs propres intérêts. Nous invitons tous les Etats à intensifier leur appui à cet effet — et pas seulement en paroles. Contadora a déjà reçu un appui verbal plus que suffisant. Ce qui est plus important maintenant c'est que les Etats s'abstiennent de toute action qui irait à l'encontre des buts et objectifs du Groupe de Contadora ou qui en compromettrait les résultats.

69. Les activités du Groupe de Contadora se fondent sur la Charte de l'Organisation des Nations Unies ainsi que sur les instruments solennels régissant les relations entre Etats que l'Assemblée générale a adoptés au cours des années, tels que la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies¹, la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention et de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats² et la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux³. Ces instruments proclament solennellement les principes du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, du non-recours à la force dans les relations internationales et du règlement pacifique des différends internationaux.

70. L'expérience récente de l'Amérique centrale nous a appris que tout abandon de ces principes met en danger la paix et la stabilité et entraîne une recrudescence des souffrances. Ma délégation trouve étrange l'attitude contradictoire de certains Etats qui demandent pieusement que l'on respecte ces principes dans d'autres régions alors qu'ils les violent de façon flagrante en Amérique centrale.

71. Ma délégation espère sincèrement que le Conseil de sécurité réagira avec efficacité à la menace contre la paix

et la sécurité sur laquelle le Gouvernement du Nicaragua a appelé l'attention. Nous invitons en particulier les membres permanents, qui ont une responsabilité spéciale en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, à user de leur influence pour obtenir qu'il soit mis fin immédiatement aux hostilités dirigées contre le Nicaragua et pour encourager le règlement négocié de tous les différends qui pourraient exister entre le Nicaragua et l'un ou l'autre de ses voisins. Il est temps que le peuple du Nicaragua puisse jouir de son droit de vivre dans la paix et la sécurité et de travailler au développement de son pays, à l'abri de toute ingérence.

72. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*): L'orateur suivant est le représentant du Mexique. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

73. M. MARÍN BOSCH (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*]: Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous féliciter très cordialement au nom de la délégation du Mexique, à l'occasion de votre accession à la Présidence du Conseil de sécurité. Nous sommes convaincus que vous saurez mener à bien les travaux du Conseil pendant le mois qui commence. Qu'il me soit également permis de féliciter le représentant du Pérou de la manière dont il a dirigé le Conseil lequel, a bénéficié, pendant le mois qui vient de se terminer, de son talent diplomatique et de son expérience internationale.

74. Je remercie les membres du Conseil de me donner l'occasion d'exprimer, à nouveau, la profonde préoccupation du Gouvernement mexicain devant la détérioration constante de la situation en Amérique centrale. C'est avec appréhension que nous constatons que dans cette région l'on viole avec une fréquence alarmante les principes de la Charte des Nations Unies et du droit international et que l'on persiste dans la tendance à réprimer le libre exercice du droit à l'autodétermination des peuples.

75. La démarche de paix du Groupe de Contadora en Amérique centrale procède du respect des principes du droit international qui régissent l'action des Etats. Dans le document contenant 21 objectifs, adopté en septembre 1983, 12 de ces principes sont mis en relief. Parmi ces derniers, je mentionnerai l'autodétermination des peuples; la non-ingérence; le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force et l'interdiction du terrorisme et de la subversion.

76. Il y a quelques jours, le 28 mars dernier, le Président du Mexique, Miguel de la Madrid, a déclaré à Brasilia que l'expérience du Groupe de Contadora démontrait

“qu'il est possible que les pays proches de la région du conflit, véritablement soucieux de trouver une solution à des problèmes qui pourraient les engager eux-mêmes, jouent un rôle actif et important dans le réta-

blissement du dialogue et de la négociation, contribuant ainsi à alléger les tensions et à rétablir la paix. Il est également important que les pays directement ou indirectement en cause dans un conflit régional s'abstiennent d'agir d'une manière qui exacerbe les tensions, qu'ils renoncent à des aspirations d'hégémonie, et qu'ils ne se livrent pas à des actes d'ingérence ou de déstabilisation."

Le Président de la Madrid poursuit :

"En Amérique centrale, on prétend venir régler des conflits extérieurs. Les différentes voies de développement que les pays de la région ont choisies s'inscrivent dans le contexte d'un affrontement mondial qui les dénature. L'exacerbation des tensions et des affrontements peut conduire, si nous ne les évitons pas, à un conflit généralisé qui compromettrait la sécurité de toute l'Amérique latine et d'ailleurs. L'Amérique latine a besoin d'une Amérique centrale stable et pluraliste, qui puisse s'insérer dans les systèmes de coopération et enrichir l'action commune de la région.

"Le chemin menant à cet objectif est, à l'évidence, le dialogue et la négociation, basés sur le respect des identités et les formes d'expression nationales. Ce chemin n'est certes pas celui de l'affrontement ou du conflit; il n'est pas non plus celui des actes de déstabilisation, de l'imposition de modèles conçus à l'extérieur par ceux qui croient connaître mieux que les Centraméricains eux-mêmes ce qu'ils veulent et ce qui leur convient."

77. Parmi les objectifs adoptés par les pays d'Amérique centrale figurent l'interdiction d'installer sur leurs territoires des bases militaires étrangères et le refus de toute autre forme d'ingérence militaire; l'interdiction de tolérer que l'on se serve de leurs propres territoires, d'accorder ou de permettre un appui militaire ou logistique à des personnes, des organisations ou des groupes qui s'efforcent de déstabiliser les gouvernements des pays d'Amérique centrale.

78. Dans la Déclaration commune adoptée à Bogota le 27 mars, les Présidents de la Colombie et du Mexique ont indiqué que bien que le processus de Contadora ait "contribué nettement à éviter un affrontement armé dans l'isthme et à créer les éléments propices à une négociation honorable et équitable", ils étaient cependant toujours préoccupés "devant l'intensification des actes de déstabilisation, les manifestations de force et la violation des droits de l'homme".

79. C'est précisément cette "intensification des actes de déstabilisation" qui est à l'origine de cette réunion du Conseil. La gravité des faits relatés par le représentant du Nicaragua dans son intervention de vendredi dernier [2525^e séance] réside dans l'accroissement qualitatif que

représente le niveau actuel des actions militaires et des actes de déstabilisation commis contre son pays. Conformément à ce qui a été exposé au Conseil de sécurité et aux informations diffusées par les divers médias, il ne s'agit plus simplement de faciliter l'entraînement de contre-révolutionnaires en leur donnant de l'argent et des armes ni d'encourager des pilotes mercenaires à commettre des actes de terrorisme; ce que l'on semble rechercher n'est rien de moins que l'imposition d'un blocus maritime à l'encontre du Nicaragua afin d'éroder davantage encore son infrastructure économique.

80. Le Conseil de sécurité a été informé du minage des principaux ports du Nicaragua. Du fait de ce minage, plusieurs navires marchands ont été endommagés et des bateaux de pêche détruits, ce qui perturbe gravement la navigation et les transports maritimes d'un pays Membre de l'Organisation des Nations Unies.

81. En octobre de l'année dernière, alors qu'il examinait la situation critique dans une autre région du monde, le Conseil s'est prononcé catégoriquement contre l'interruption de la navigation internationale et le blocus des ports. Dans sa résolution 540 (1983), il affirmait au paragraphe 3 "le droit à la liberté de navigation et à la liberté du commerce dans les eaux internationales" et demandait "aux belligérants de cesser immédiatement toutes les hostilités dans la région du Golfe, y compris toutes les voies maritimes, voies navigables et installations portuaires, tous les terminaux et installations en mer et tous les ports ayant un accès direct ou indirect à la mer".

82. En Amérique centrale, on retrouve nettement les grandes options de la communauté internationale: d'un côté, la prétention absurde de vouloir faire la paix en faisant la guerre et, de l'autre, la solution négociée et rationnelle des conflits existants; la course aux armements dans un extrême et, dans l'autre, la recherche d'équilibres justes et de règlements durables aux problèmes de notre temps.

83. Les actes militaires de déstabilisation et de blocus économique qui sont commis en Amérique centrale vont clairement à l'encontre des efforts de paix réalisés depuis plus d'un an par les pays membres du Groupe de Contadora. Voilà pourquoi le Président de la Madrid, lors de sa récente visite en Colombie, a affirmé :

"Contadora est un effort latino-américain entrepris pour résoudre un conflit latino-américain. La région est capable de trouver ses propres réponses aux problèmes qu'elle connaît. Nous rejetons le recours à la force; la paix et la démocratie véritables dans la région ne seront possibles que lorsque l'on aura résisté à la tentation de la violence et que le plein développement de nos pays aura été efficacement encouragé. Pour l'Amérique centrale, Contadora n'est pas une option parmi d'autres :

c'est la seule voie possible permettant de réaliser dans le cadre du droit une coexistence harmonieuse entre les pays de l'isthme. Puisque nous avons la raison pour nous, nous n'allons pas faiblir dans notre détermination."

84. Il s'agit, en effet, de deux visions opposées de la réalité et de la politique centraméricaine. Alors que les pays de Contadora proposent le désarmement de la zone, le respect de l'autodétermination de tous les peuples et des mesures pour réaliser le développement économique et social de la région, d'autres persistent dans leur vision sclérosée des relations internationales, selon laquelle le militarisme, les pressions et l'économie de guerre sont les meilleurs moyens d'assurer leur propre sécurité et leurs propres desseins stratégiques.

85. L'histoire a montré à maintes reprises combien cette perspective est fautive et limitée. Les systèmes militaires rigides ont souvent fini par se retourner contre ceux qui les appliquaient. Lorsque le Groupe de Contadora propose la conclusion d'accords et de conventions conformes au droit, ce qu'il postule, en définitive, dans le contexte centraméricain, se sont les idéaux et les objectifs de la communauté des nations sur le plan universel, c'est-à-dire le dialogue et le respect des normes établies, le désarmement général et complet, le développement économique et social, l'exclusion de l'affrontement et la détente progressive. Les efforts du Groupe de Contadora ont reçu l'appui de la communauté internationale précisément parce qu'il y a coïncidence totale entre les principes universels de la coexistence entre Etats et les objectifs de paix et de stabilité de ce groupe.

86. Ici a été confirmé un consensus universel selon lequel les conflits de l'Amérique centrale trouvent leur source dans les conditions économiques et sociales dont sont victimes les peuples de la région. Aujourd'hui, personne n'oserait définir cette crise en termes d'affrontement Est-Ouest.

87. Puisque c'est notre conviction — et cela a toujours été la conviction du Gouvernement du Mexique, depuis le début, et c'est ce que soutient fermement le Groupe de Contadora — agissons en conséquence; utilisons toutes les ressources politiques, diplomatiques et matérielles à notre disposition pour arrêter les hostilités, établir des accords justes et durables entre les parties et entreprendre un vaste effort de reconstruction des patries d'Amérique centrale avec le concours résolu de la communauté internationale. Le moment est donc venu pour chacun d'assumer ses responsabilités.

88. La solution juste et durable de la crise centraméricaine ne pourra se réaliser qu'avec l'engagement et la participation de tous les Etats, et en particulier des membres permanents du Conseil, dont la responsabilité dans

le maintien de la paix et de la sécurité internationales doit s'exercer conformément aux principes de la Charte et dans le cadre institutionnel établi par celle-ci.

89. Pour toutes ces raisons, la communauté internationale ne peut demeurer passive devant l'intensification des actes militaires, des actes de déstabilisation et le blocus économique dont est victime le Nicaragua. Le Mexique réitère son engagement de poursuivre ses efforts, aux côtés des pays de Contadora, pour empêcher que la violence ne s'étende à toute la région et pour jeter les bases d'une stabilité permanente et à long terme. Le succès de Contadora dépend toutefois de la volonté politique et du concours des autres pays en cause dans le conflit. La parole est maintenant à eux.

90. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*): L'orateur suivant est le représentant de la République arabe syrienne. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

91. M. EL-FATTAL (République arabe syrienne) [*interprétation de l'arabe*]: Monsieur le Président, je me permets de vous présenter mes félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois-ci. Nous sommes convaincus que, grâce à votre talent, à votre objectivité et à votre sagesse, le Conseil verra ses efforts couronnés de succès en dépit de tous les obstacles auxquels il se heurte. Je suis certain que nous arriverons à mettre fin au complot impérialiste dirigé contre le Nicaragua et d'autres Etats d'Amérique centrale ainsi que d'autres régions du monde. Je saisis cette occasion pour exprimer à votre prédécesseur, le représentant du Pérou, l'admiration que nous avons ressentie pour la façon remarquable dont il a dirigé les travaux du Conseil au cours d'un mois qui, chacun l'a reconnu, a été chargé en difficultés alors que l'on cherchait à préserver et consolider les relations internationales, comme l'exige la Charte.

92. Le Conseil de sécurité se réunit pour examiner la situation extrêmement dangereuse qui menace le Nicaragua ainsi que la révolution populaire sandiniste. Le Nicaragua a demandé la réunion du Conseil de sécurité en raison d'une nette escalade des actes d'agression lancés à son encontre, une escalade qui a pour but d'éliminer la révolution sandiniste par tous les moyens et, en premier lieu, par des attaques militaires directes ou indirectes. Nous sommes grandement préoccupés par le fait que cette intensification des actes d'agression a lieu au moment où se poursuivent les tentatives entreprises il y a plus d'un an en vue de résoudre la crise en Amérique centrale par des moyens pacifiques, grâce aux efforts et initiatives du Groupe de Contadora. Ces efforts et initiatives se fondent sur des accords et des principes qui, s'ils étaient mis en application, pourraient réintroduire dans la région la stabilité, la coexistence pacifique et la coopération entre les Etats de cette région. En vertu de ces principes, le droit

de tous les Etats de la région à l'autodétermination et au pluralisme, qui se fonde sur le droit des peuples à choisir leur propre système social et économique en toute liberté, sans pression ni ingérence extérieures, serait également reconnu.

93. Malheureusement, en dépit de tous les efforts déployés par le Groupe de Contadora, en dépit de tous les accords approuvés par toutes les parties en Amérique centrale, nous sommes fermement convaincus, d'après ce qui se passe sur place, que les Etats-Unis d'Amérique font tout leur possible pour empêcher les moyens pacifiques d'aboutir. Ces moyens sont à peine conçus qu'ils s'efforcent de les détruire; ils s'évertuent à concentrer leurs efforts sur le recours à la force militaire pour saper l'indépendance des pays de l'Amérique centrale, et avant tout du Nicaragua. Le Nicaragua a choisi de se donner un système politique démocratique, assurant le développement économique et social de tous ses habitants, sans discrimination. Cependant, il semble que la politique du régime révolutionnaire du Nicaragua aille à l'encontre de ce que l'on appelle les intérêts américains et que le non-alignement du Nicaragua aille à l'encontre de l'hégémonie croissante des Etats-Unis et de l'imposition de cette hégémonie à tous les Etats de la région, sans exception. C'est comme si la région, avec tous ses Etats et ses peuples, ses richesses et ses espoirs, était la propriété du Gouvernement des Etats-Unis; comme si le sort avait décidé qu'il en soit ainsi; comme si les pays d'Amérique centrale devaient rester des satellites dans l'orbite de l'impérialisme; comme si cette dépendance, rejetée par le Nicaragua, était une loi naturelle et inéluctable qui ne saurait être changée. C'est également comme si les capacités énormes des Etats-Unis pouvaient souffrir d'un régime qui a choisi pour lui la liberté, l'indépendance et le non-alignement, un régime qui refuse de recevoir des ordres de l'extérieur.

94. Le fait est que les Etats-Unis refusent la présence de régimes progressistes, où qu'ils se trouvent, et tous régimes progressistes qui sont légitimes de par la volonté de leurs peuples. Au Nicaragua, les Etats-Unis veulent voir le retour du somozisme. Les Etats-Unis ont peut-être condamné Somoza après sa chute, mais ils n'ont certainement pas condamné le somozisme et ils s'efforcent de le restaurer sous un autre nom.

95. Nous sommes d'accord avec l'auteur américain qui a mis l'accent sur l'obsession qui hante Washington en ce qui concerne le Nicaragua. Le Pr Richard H. Ullman, dans un article publié dans le numéro d'automne 1983 du *Foreign Affairs*, a attiré l'attention sur le phénomène psychologique de la pensée américaine en ces termes :

“Le Gouvernement de Reagan se trouve en état de guerre avec le Nicaragua. Comme cela a été le cas pour d'autres guerres menées par les Etats-Unis depuis 1945, il s'agit d'une guerre non déclarée. Il s'agit également

d'une guerre limitée. Aucun soldat américain n'a encore tiré un coup de feu, mais des balles de fabrication américaine tirées par des fusils de fabrication américaine tuent des Nicaraguayens, et le Président des Etats-Unis a clairement fait du renversement du Gouvernement nicaraguayen actuel l'objectif à atteindre de sa politique étrangère.

“En fait, le Président et ses conseillers les plus proches sont obsédés par le Nicaragua, et cette obsession affecte le gouvernement à tous les niveaux.”

96. Nous avons écouté très attentivement la déclaration faite vendredi dernier par le représentant du Nicaragua. Cette déclaration montre clairement les craintes légitimes qu'éprouve le Nicaragua devant les actes d'agression qu'il subit, y compris les concentrations de forces terrestres, navales et aériennes près des frontières du Nicaragua et dans ses eaux territoriales, ainsi que les actes de sabotage commis à l'intérieur du Nicaragua par des contre-révolutionnaires utilisant des fonds américains, avec la participation d'agents de la Central Intelligence Agency (CIA). Le but de toutes ces activités est de renverser par la force le Gouvernement nicaraguayen et d'anéantir tous les résultats obtenus par le peuple nicaraguayen. Tout cela s'accompagne d'actes de provocation sous forme de manœuvres militaires qui doivent se poursuivre jusqu'en 1988.

97. En outre, l'escalade a maintenant pris la forme d'un blocus des ports du Nicaragua, car ceux-ci ont été minés. L'on se livre également à des actes de sabotage contre l'infrastructure économique dont le Nicaragua a besoin pour nourrir sa population et pour que ses fils et ses filles puissent unir leurs forces pour édifier une société qui assure à tous la liberté, la dignité et une véritable participation politique. Ces actes ont amené le représentant du Nicaragua à poser à la communauté internationale les questions suivantes :

“Qu'il me soit permis de demander à la communauté internationale si la vive préoccupation du peuple nicaraguayen n'est pas justifiée devant les manœuvres militaires de grande envergure — dont seule le nom change — qui se succèdent de manière ininterrompue dans les territoires et les eaux des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Qu'il me soit permis de demander à la communauté internationale si la vive préoccupation du peuple nicaraguayen n'est pas justifiée devant le minage criminel de ses ports, lequel met en danger la navigation internationale et représente sur le plan concret un blocus économique commencé il y a déjà plusieurs années. Qu'il me soit permis de demander à la communauté internationale si la vive préoccupation du peuple nicaraguayen n'est pas justifiée devant les efforts constants faits par le Gouvernement américain pour obtenir les fonds nécessaires au financement des merce-

naires de la Central Intelligence Agency (CIA).” [Voir 2525^e séance, par. 8.]

98. Le 30 mars, nous avons également entendu la déclaration de la délégation américaine qui prouve que les Etats-Unis persisteront dans leurs actes d’agression sous prétexte “de faire triompher la démocratie au Nicaragua”, comme si la démocratie américaine n’illustrait pas la faillite des Etats-Unis dans tous les domaines, comme si elle ne signifiait pas pauvreté, chômage, toxicomanie et contrôle de la politique étrangère des Etats-Unis par le groupe de pression sioniste; comme si la démocratie était un “produit” que l’on peut simplement manufacturer et imiter dans les pays en développement. J’avoue à la délégation américaine que nous ne sommes pas des fabricants de ce genre de miracles; nous ne pouvons pas construire une démocratie semblable à celle des Etats-Unis, une démocratie où une bande de sionistes s’est emparée du gouvernement et lui dicte des conditions pour qu’il anéantisse notre peuple.

99. Nous mettons en garde le Conseil : la “démocratie” Somoza que les Etats-Unis ont approuvée pendant près de 50 ans, qui a finalement été éliminée par la révolution sandiniste et que les Etats-Unis cherchent maintenant à rétablir, n’est rien d’autre qu’un prétexte de propagande pour commettre une agression contre le Nicaragua. La délégation des Etats-Unis n’a dit mot des craintes du Nicaragua face aux pressions exercées et au terrorisme d’Etat pratiqué par l’Amérique, soit directement, soit par l’intermédiaire de ses agents. Notre délégation est encore renforcée encore dans sa conviction que les Etats-Unis n’ont pas l’intention de cesser d’intervenir dans les affaires intérieures du Nicaragua. Ils veulent faire croire au monde que tous les actes d’agression commis contre le Nicaragua sont légitimes et qu’il faut les accepter. Lorsque le Conseil a débattu de la question de l’invasion américaine à la Grenade, la délégation des Etats-Unis a tenté de justifier l’inacceptable en disant :

“L’interdiction du recours à la force à laquelle se réfère la Charte [des Nations Unies] doit être replacée dans le contexte. Elle n’est pas absolue.” [Voir 2491^e séance, par. 53.]

Nul doute que la personne qui a prononcé ces mots doit se voir attribuer le Prix Nobel de la paix, tout comme Begin l’a reçu. Si cette théorie était correcte, nous ne jugerions pas nécessaire d’avoir une Charte des Nations Unies. Nous ne verrions pas non plus la nécessité d’avoir l’Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité et une réunion du Conseil pour examiner la plainte du Nicaragua.

100. Si nous comparons la déclaration faite par la délégation du Nicaragua et celle faite par la délégation des Etats-Unis, nous voyons que le Nicaragua en appelle au

monde, et au Conseil de sécurité en particulier, pour qu’il soit mis fin aux actes d’agression directe qu’il subit, alors que les Etats-Unis font insulte à l’intelligence du monde en calomniant le Nicaragua, comme si le Nicaragua pouvait rivaliser avec les Etats-Unis pour imposer son hégémonie aux pays de la région. Mais la communauté internationale connaît la vérité. Elle défend ceux qui disent la vérité, ceux qui sont dans leur droit. Elle défend les faibles contre les forts. J’espère que mon optimisme n’est pas exagéré !

101. Petit Etat non aligné, la République arabe syrienne réaffirme une fois encore son appui sans réserve aux résolutions adoptées par la septième Conférence des chefs d’Etat et de gouvernement des pays non alignés à propos de l’Amérique centrale. A cet égard, nous devons dire que l’arrogance de Washington l’a fait se confronter constamment avec le Mouvement des pays non alignés qui a plus d’une fois condamné ses actes contre le Nicaragua en vue de compromettre la stabilité de ce pays, de détruire son gouvernement, de l’attaquer de toutes parts et, finalement, de lancer une invasion militaire contre lui.

102. Il est devenu clair que l’intervention américaine en Amérique latine est désormais la règle et non pas l’exception. Les preuves ne manquent pas qui montrent que cette tendance des Etats-Unis à la terreur et à l’agression contre le Nicaragua et d’autres Etats a commencé en 1948 et qu’elle se poursuit aujourd’hui. Point n’est besoin de dire que l’histoire a prouvé que l’un des aspects de la démocratie américaine, c’est l’agression, à moins que ce soit une tendance ou un instinct, et c’est alors extrêmement dangereux.

103. En se déclarant pleinement solidaire du peuple et du Gouvernement du Nicaragua, ma délégation tient à dire combien elle regrette que les Etats-Unis persistent, que ce soit directement ou par l’intermédiaire d’autres Etats, dans des activités qui sont en violation des principes du droit international et de la Charte. Les actes d’agression perpétrés quotidiennement contre le Nicaragua prouvent que les Etats-Unis refusent de résoudre la crise en Amérique centrale par des moyens pacifiques, c’est-à-dire par la mise en vigueur des accords conclus grâce aux efforts du Groupe de Contadora. Dire qu’il n’y a pas de rapport entre les activités militaires des Etats-Unis dans la région et les pressions exercées par les Etats-Unis contre le Nicaragua, c’est pratiquement faire abstraction des principes de la coexistence pacifique et du règlement pacifique des différends. Ça n’est rien d’autre qu’une tentative de mettre le Nicaragua à genoux par la force afin de l’obliger à abandonner les principes de sa révolution. C’est là une hypocrisie inexcusable, qui ressemble à une autre hypocrisie du Gouvernement américain selon qui les crimes commis par la CIA — qui cherche à s’attribuer et à attribuer à ses agents le rôle de mouvement de libération nationale — sont des actes de libération nationale que la

communauté internationale doit accepter. La République arabe syrienne connaît bien les méthodes auxquelles recourt l'impérialisme pour vider notre région de sa substance et persister à en faire le théâtre des guerres américano-israéliennes menées contre les peuples arabes de Palestine, de Syrie et du Liban.

104. La crise en Amérique centrale fait partie intégrante du complot ourdi par les Etats-Unis pour étendre leur hégémonie à toutes les zones stratégiques du monde. Voilà pourquoi les événements en Amérique centrale nous préoccupent au plus haut point. Nous ne pouvons en aucun cas considérer que ce sont des événements géographiquement éloignés de nous puisque leurs instigateurs et leurs exécutants sont géographiquement situés à proximité de tous les Etats non alignés. Ils ne font pas de distinction entre les continents; leurs objectifs et leurs méthodes sont partout les mêmes.

105. Voilà pourquoi nous invitons tous les Etats à faire de leur mieux pour déjouer les complots et les actes d'agression organisés contre le Nicaragua et d'autres Etats. Les Etats-Unis doivent cesser immédiatement de recourir à la force contre le Nicaragua, directement ou indirectement. Les Etats-Unis doivent assumer leurs responsabilités de membre permanent du Conseil de sécurité. Ils doivent respecter l'indépendance des Etats d'Amérique centrale, et ne pas les entraîner dans des guerres locales. Ils ne doivent plus s'ingérer dans leurs affaires intérieures.

106. Nous devons aussi avertir certains Etats qui participent au conflit en Amérique centrale qu'en comptant sur des avions et des armes de fabrication israélienne et sur des connaissances techniques israéliennes pour contrecarrer les aspirations des peuples arabes et consolider l'occupation de la nation arabe par les sionnistes, ils ne font qu'aider directement nos ennemis. Ils doivent fermer leurs marchés aux armes de destruction israéliennes, qui aident nos ennemis sur le plan économique et militaire.

107. En conclusion, nous devons appuyer l'appel que le Nicaragua a lancé à tous les gouvernements du monde pour que le peuple du Nicaragua reçoive les moyens militaires et techniques nécessaires pour se défendre contre le terrorisme d'Etat que les Etats-Unis ont déclenché contre lui et son gouvernement. Nous sommes convaincus que tant que les Etats-Unis n'auront pas quitté la région et ne mettront pas fin à leur intervention, la paix ne pourra pas être restaurée en Amérique centrale.

108. M. CHAMORRO MORA (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : Mon gouvernement a pris la décision de demander la convocation du Conseil de sécurité en raison de la grave intensification des agressions commises contre mon pays ces dernières semaines par une grande puissance, membre permanent du Conseil de sécurité, dans le cadre d'une guerre vile non déclarée, encore que

publique; nous sommes venus ici pour dénoncer fondamentalement les nouvelles facettes de ces agressions — il s'agit essentiellement du minage de nos ports — en violation des principes de la Charte, des normes du droit international de la libre navigation et du commerce international.

109. C'est pour cette raison que je tiens à saisir cette occasion pour souligner la gravité de la situation, qui se détériore de jour en jour de manière systématique, du fait qu'une grande puissance, les Etats-Unis d'Amérique, prétend poursuivre inconsidérément sa politique pour parvenir à son étape finale qui, selon elle, sera le renversement de la révolution populaire sandiniste. Je voudrais aussi profiter de cette occasion pour parler de certaines réflexions et considérations exprimées par d'éminentes personnalités politiques, non seulement des Etats-Unis mais aussi d'autres pays.

110. Dans le cadre des actes d'agression que j'ai évoqués, le 29 mars, le navire de commerce *Homin* n° 7, battant pavillon panaméen, a été attaqué par des vedettes de type Piraña venant du Honduras. Ce navire a été attaqué par des mitrailleuses de 50 mm alors qu'il effectuait un chargement de sucre dans le port de Corinto. Trois hélicoptères ont participé à l'attaque et ont lancé des roquettes. Le 30 mars, un groupe de l'ancienne garde somoziste a attaqué la communauté indigène Mosquito à Nimayen, dans la zone de Sandy Bay, à 60 kilomètres au sud de la frontière avec le Honduras, sur la côte Atlantique du Nicaragua; ce groupe a séquestré une partie des habitants.

111. En ce qui concerne ce cas particulier, il est intéressant de signaler à l'attention des membres du Conseil que la représentante des Etats-Unis, dans son intervention vendredi dernier [2525^e séance] a indiqué, en parlant de questions internes de mon gouvernement et du cas précis des Mosquitos, que le jour même elle avait reçu certaines informations selon lesquelles dans le secteur de Sandy Bay, de nombreux Mosquitos s'enfuyaient pour se réfugier au Honduras. A ce moment-là, nous n'avions pas nous-mêmes ces renseignements; cela signifie pour ma délégation que les communications entre le Gouvernement des Etats-Unis, la Mission des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies et la CIA ont fonctionné immédiatement, ce qui leur a permis de recevoir les renseignements très rapidement.

112. Je voudrais rafraîchir la mémoire des membres du Conseil et lire à l'intention de ceux qui n'étaient pas présents à la réunion du Conseil ou de ceux qui n'ont pas lu le compte rendu *in extenso* déjà distribué un extrait de ce qu'a dit Mme Kirkpatrick à cette occasion. Elle a dit :

“Je voudrais cependant appeler l'attention du Conseil et de tous ceux qui sont intéressés sur le fait qu'au moment même où nous nous réunissons ici, plus d'un

millier d'Indiens Mosquitos s'enfuient de Sandy Bay Norte, au Nicaragua. Cet endroit est situé au nord de Puerto Cabezas, dont nous avons beaucoup entendu parler". [Ibid., par. 82.]

113. Ce jour même, le 30 mars, des vedettes Piraña armées de mortiers et de mitrailleuses de gros calibre ont attaqué le port de Corinto, ce qui a dégénéré en un échange de coups de feu intense avec les forces de la marine sandiniste et s'est pratiquement transformé en une bataille navale. Le 31 mars, l'explosion d'une autre mine a endommagé gravement le navire *Taushiro Maru*, battant pavillon japonais. Cette explosion a endommagé la salle des machines et le système électrique du bâtiment. Ce navire était en train d'effectuer un chargement de bananes dans le port de Corinto.

114. Ce matin, nous avons connaissance d'un télégramme contenant un communiqué de presse à San José de Costa Rica, selon lequel l'une des organisations de mercenaires parrainées par la CIA dans le cadre d'opérations clandestines — et je dois préciser ici que très souvent les mercenaires n'ont pas besoin d'avoir une nationalité différente de celle du pays contre lequel ils agissent; ils peuvent être, comme le sont beaucoup de ceux que recrute la CIA, des Nicaraguayens à la solde de la CIA — avait miné une frange de 50 kilomètres du lac Nicaragua qui s'étend du Rio Sapoa à l'agglomération de Colón. Le lac Nicaragua est précisément l'endroit où les Etats-Unis avaient toujours eu l'intention de construire le canal interocéanique qui permettrait les communications entre le Pacifique et l'Atlantique par le Nicaragua. C'est précisément ce qui a été à l'origine de la première invasion américaine de 1854 dont j'ai parlé auparavant.

115. En outre, au nord est du Nicaragua, dans le département de Zelaya, il y a actuellement des combats intenses entre les forces mercenaires de la CIA et les forces sandinistes. Ces mercenaires se servent du territoire hondurien lorsqu'ils se retirent en débandade pour revenir à nouveau, rééquipés, dans notre territoire.

116. De plus, dans les prochains jours, nous nous attendons à une nouvelle invasion, lancée depuis le territoire hondurien, de la partie centre-nord du Nicaragua, qui est le secteur stratégique qu'ils ont essayé de contrôler lors de leurs invasions successives.

117. De même, dans le cadre de ces agressions, de ces actes dangereux, du minage des ports, des techniques utilisées, je voudrais lire quelques paragraphes d'une déclaration faite à la presse par le chef d'état-major de l'armée nicaraguayenne. Dans cette déclaration, le commandant Joaquín Cuadra mentionne que

"Plus de 27 mines ont explosé, ces dix derniers jours, alors que des équipes de plongeurs nicaraguayens effec-

tuaient des missions difficiles dans le port de Corinto, le long du littoral du Pacifique.

"Ces mines ont été placées massivement, grâce à des moyens techniques très perfectionnés, par le Gouvernement des Etats-Unis en utilisant des commandos au service de la CIA américaine.

"Il y a trois sortes de mines qui ont été détectées dans les eaux nicaraguayennes : les mines dites "de contact", qui explosent lorsqu'elles sont directement heurtées par une embarcation; les mines de "son", qui explosent au bruit fait par les moteurs des embarcations; et les mines "de pression", dont la charge explosive est activée par les vagues provoquées par les embarcations."

Le chef de l'état-major de l'armée sandiniste indique que pour miner nos ports, et en particulier le port de Corinto, Washington pourrait utiliser des sous-marins et des petits engins submersibles, ce qui s'ajoute au terrorisme naval auquel se livre la CIA avec les vedettes Piraña contre les navires nicaraguayens et étrangers.

118. De même, le chef de l'état-major de l'armée indique que les opérations auxquelles se livrent ces vedettes rapides — que l'on utilise de plus en plus fréquemment et qui sont armées de mitrailleuses de fort calibre, de canons de 20 mm et de lance-grenades — pourraient entrer dans le cadre de la tactique habituelle des Etats-Unis du navire-base, bien que l'on ne puisse exclure la possibilité que ces embarcations viennent d'une frégate américaine qui se trouverait à 56 kilomètres au large des ports de Sandino et de Corinto.

119. Le commandant Joaquín Cuadra poursuit en disant :

"Ces vedettes rapide ont des moteurs de plus de 200 chevaux et sont capables de se déplacer à une vitesse de 120 km/heure. Leur action a pour but de distraire la défense nicaraguayenne afin de faciliter la pose de mines en se servant de moyens techniques fournis par le Gouvernement des Etats-Unis."

120. Au stade aussi bien de la planification que de l'exécution, ces actions sont parrainées par une grande puissance, les Etats-Unis, et elles préoccupent non seulement mon gouvernement, mais aussi toutes les personnes sérieuses, tous les gouvernements et toutes les personnalités qui voient bien le danger que peuvent entraîner ces actions irréflechies auxquelles continuent de se livrer les Etats-Unis contre mon gouvernement.

121. A ce sujet, je voudrais mentionner certaines déclarations faites par le Secrétaire général le 21 mars, à l'occasion de sa visite au Mexique, ainsi que certaines déclarations du Président de la Madrid lesquelles ont été

reproduites dans la presse internationale. Lorsqu'on lui a posé une question au sujet de la présence de navires de guerre américains dans la zone, le Secrétaire général a condamné toute action qui aurait pour résultat une aggravation de la crise centraméricaine. Par la suite, dans une conférence de presse qu'il a donnée à l'aéroport, il a dit que le Groupe de Contadora devait être appuyé non seulement en paroles mais également dans les faits. Pour sa part, le Président de la Madrid a dit, à cette occasion, qu'il était contre l'escalade de la violence, laquelle ne favorise pas les négociations de paix, et il a indiqué que ce sentiment était partagé par les pays membres du Groupe de Contadora et par les pays d'Amérique latine en général.

122. De même, j'ai indiqué hier que le nouvel envoyé spécial du Gouvernement Reagan en Amérique centrale avait déclaré publiquement que la démarche de Contadora était une chose et que les mesures de sécurité que le Gouvernement des Etats-Unis pourrait se voir dans la nécessité d'adopter en étaient une autre et qu'à son avis, cela n'entravait pas le processus de Contadora.

123. J'avais l'intention de lire les passages pertinents des déclarations faites par les présidents du Mexique et de la Colombie lors de la visite en Colombie du Président de la Madrid, mais il n'est pas nécessaire que je les cite à nouveau puisque le représentant du Mexique l'a déjà fait en détail.

124. D'autre part, dans le *New York Times* du 31 mars, on trouve une déclaration faite par le sénateur Edward Kennedy qui me semble intéressante et que je voudrais citer, dans le contexte de la dénonciation par le Nicaragua des agressions commises par les Etats-Unis. Le sénateur Kennedy a dit ce qui suit :

“Lentement mais sûrement, le gouvernement est en train d'entraîner nos troupes de combat dans une guerre en El Salvador. Que va-t-il se passer ensuite ? Un guérillero va abattre un de ces pilotes américains; le pilote mourra ou sera emprisonné et, alors, le président Reagan déclarera qu'il s'agit là d'un acte de guerre. Une guerre secrète au Nicaragua ne nous suffit pas. Une guerre secrète n'est pas de trop pour nous.”

125. Je suis certain que les membres du Conseil et les délégations auront eu l'occasion de lire, ce matin, les points de vue exprimés dans le *New York Times* par les candidats démocrates à la présidence des Etats-Unis au sujet de différentes questions relevant aussi bien de la politique extérieure qu'intérieure, mais je voudrais simplement résumer les points que les trois candidats ont mentionnés à propos de l'Amérique centrale. Tous trois, sans exception, sont d'accord pour cesser tout appui aux opérations clandestines contre le Nicaragua. Tous trois, sans exception, sont d'accord pour mettre fin aux manœuvres militaires au Honduras. Tous trois, sans exception,

sont d'accord pour établir un lien entre l'assistance militaire fournie à El Salvador et l'amélioration de la situation en ce qui concerne les droits de l'homme ainsi que l'élimination des escadrons de la mort.

126. Nous voudrions savoir ce que nous devons entendre par là. Pourquoi se fait-il que le seul qui ne soit pas d'accord avec les points de vues susmentionnés soit précisément le Président Reagan qui, au contraire, est d'accord avec la destruction et la mort en Amérique centrale ainsi qu'un renforcement des options militaires ?

127. Pour terminer, je vais lire des extraits de deux déclarations parues dans le *New York Times*, l'une le 25 mars, l'autre le 1^{er} avril, faites par l'un des candidats démocrates au sujet de la politique de M. Reagan en Amérique centrale. Le candidat dont il s'agit est le sénateur Gary Hart. Dans la déclaration parue le 25 mars, il dit entre autres :

“La politique du Gouvernement Reagan en Amérique centrale a préparé la scène à un autre Viet Nam. Ce gouvernement est en train d'attiser un conflit croissant... un conflit qui prélève un tribut exorbitant en vies de civils innocents... un conflit qui détruit les économies de tous les pays de la région... un conflit qui peut aboutir à la participation directe des Etats-Unis.

“Cette politique est irréfléchie et inhumaine et elle n'est pas digne d'être appuyée. Elle doit changer avant qu'il ne soit trop tard.

“L'engagement des forces militaires des Etats-Unis en Amérique centrale ne peut constituer notre réponse aux problèmes d'Amérique centrale, tout comme il n'a pas offert de réponse au Viet Nam.

“Sous le prétexte de manœuvres, le Gouvernement Reagan a maintenu une présence militaire continue au Honduras depuis l'année dernière, ce qui a déjà coûté la vie à un citoyen américain.

“En guise de premier pas sur le chemin de la paix, je lance un appel en vue d'un retrait immédiat d'Amérique centrale de nos troupes de combat.”

Dans sa déclaration parue le 1^{er} avril, le sénateur Hart dit :

“J'ai voyagé à travers toute l'Amérique centrale et en Asie du Sud-Est... J'ai vu la douleur, la faim, la mort... J'ai vu des gens qui mènent une lutte désespérée pour simplement survivre au jour le jour.

“La pauvreté, la faim, la maladie, voilà les causes du mécontentement politique et social du monde en développement. Les gens qui souffrent lutteront toujours

pour mettre fin à leurs souffrances. ... S'ils n'ont d'autre choix, ils auront recours à la violence.

“Souvent, par le passé, les dirigeants américains n'ont pas su faire face à la crise humaine de ces pays. Au lieu d'œuvrer à un changement fondamental susceptible d'améliorer la vie de l'immense majorité, ils se sont alliés à un petit groupe de privilégiés pour défendre le *statu quo*. ... N'avons-nous pas vu trop souvent notre pays appuyer des régimes qui demeurent au pouvoir par la force et la répression ?

“Trop souvent l'Amérique a dû user de la force militaire pour renforcer ces régimes et, ce faisant, des citoyens américains ont trop souvent perdu la vie.

“A l'heure actuelle, ces politiques irréflechies et à courte vue nous ont amenés au bord de la catastrophe en Amérique centrale. Ronald Reagan a utilisé la force militaire pour s'attaquer à des problèmes essentiellement sociaux, politiques et économiques.

“En concentrant des effectifs de combat importants des Etats-Unis au Honduras, en finançant des opérations de guérilla contre le Nicaragua, en fournissant des armes et du matériel militaire directement à El Salvador et indirectement au Guatemala, le Gouvernement Reagan

prépare la scène à une participation directe des Etats-Unis. Si on le laisse faire, Reagan nous entraînera dans une autre guerre qu'il nous sera impossible de gagner.

“C'est pourquoi j'ai lancé un appel en faveur d'un retrait immédiat des forces de combat américaines en Amérique centrale.”

128. Pour terminer, je voudrais demander une fois de plus aux représentants des Etats-Unis s'ils peuvent me dire si M. Hart, si M. Kennedy, si M. Mondale, si M. Jackson sont des communistes qu'ils craignent et en qui ils n'ont pas confiance. Si ce n'est pas le cas, quelles explications peuvent-ils nous donner de leur position claire et bien définie face aux conséquences graves que pourraient avoir les actes belliqueux du Gouvernement actuel des Etats-Unis dans la région de l'Amérique centrale et, plus particulièrement, contre mon pays ?

La séance est levée à 18 h 20.

NOTES

¹ Résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe.

² Résolution 36/103 de l'Assemblée générale, annexe.

³ Résolution 37/10 de l'Assemblée générale, annexe.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استفسر عنها من المكتبة التي تفضل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何获取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
